

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1951

Service des Commissions.

BULLETIN DES COMMISSIONS

AGRICULTURE

Mercredi 4 avril 1951. — *Présidence de M. Dulin, président.*

— La commission a nommé :

— M. Darmanthé, rapporteur du projet de loi (n° 179, année 1951) relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les forêts ;

— M. Ferrant, rapporteur de sa proposition de résolution (n° 170, année 1951) tendant à inviter le Gouvernement à rétablir immédiatement, en faveur des vieux métayers, le bénéfice de l'allocation aux vieux travailleurs salariés ;

— M. de Pontbriand, rapporteur de la proposition de résolution (n° 176, année 1951) de M. Chatenay, tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux populations victimes de l'ouragan qui a ravagé le département du Maine-et-Loire ;

— M. Primet, rapporteur de sa proposition de résolution (n° 197, année 1951) tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence et des indemnités aux victimes de la tornade qui a ravagé le département de la Mayenne.

Les Commissaires ont ensuite examiné la situation du marché du lait ainsi que l'incidence de la hausse des prix industriels et des salaires sur la situation économique de l'agriculture.

Ils ont constaté que l'évolution économique et les récentes mesures arrêtées par le Gouvernement jouaient dans un sens nettement défavorable aux producteurs agricoles et que des mesures devraient être prises, dans les plus brefs délais, afin de rétablir un équilibre gravement compromis.

Le bureau a été chargé de demander une audience au Président du Conseil afin de lui remettre une motion précisant la position de la commission sur ces problèmes.

ÉDUCATION NATIONALE, BEAUX-ARTS, SPORTS, JEUNESSE ET LOISIRS

Mercredi 4 avril 1951. — *Présidence de M. Jacques Bordenewe, président.* — La commission a procédé à la désignation d'un candidat pour représenter le Conseil de la République au Comité consultatif de la Réunion des Théâtres lyriques nationaux.

Les candidatures présentées étaient, d'une part, celles de MM. Bertaud, Lamousse, Georges Maurice, membres de la commission et, d'autre part, celle de M. Jacques Debû-Bridel.

La commission ayant estimé qu'il était préférable de désigner un de ses membres, n'a pas cru devoir retenir la candidature de M. Debû-Bridel.

Après un premier tour de scrutin, M. Bertaud ayant retiré sa candidature, la commission a désigné M. Lamousse par 7 voix contre 6 à M. Georges Maurice.

Un bref échange de vues s'est ensuite instauré sur le projet de loi (n° 11.037 A. N.) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Education Nationale).

Enfin, à la demande de M. de Maupeou, la commission a décidé de protester auprès du Ministre de l'Education nationale au sujet d'une information selon laquelle le Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme tenterait d'obtenir l'annexion à son profit de la Direction de l'Architecture.

FINANCES

Judi 5 avril 1951. — *Présidence de M. Alex Roubert, président.*

— La commission a examiné le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Travaux publics, transports et tourisme. II. — *Aviation civile et commerciale*). Après l'audition du rapport de M. Walker, une discussion générale s'est ouverte qui a plus particulièrement porté sur les questions relatives à la Compagnie nationale Air-France. Y ont pris part, notamment, outre le rapporteur, MM. Jean Berthoin, rapporteur général, Boudet, Chapalain, Diethelm, Fléchet et Pellenc.

La commission a ensuite examiné les divers chapitres du budget. Des réductions indicatives de 1.000 francs ont été effectuées sur plusieurs chapitres, notamment sur les chapitres 1000, 3050, 3110, 3080, 5030 et 5040 pour souligner les observations de la commission.

L'ensemble du projet de loi a été adopté à mains levées, à l'unanimité moins une voix.

M. Diethelm a été désigné comme rapporteur spécial du budget du Ministère des Etats associés.

M. Minvielle a été désigné comme rapporteur spécial du budget du Travail et de la Sécurité sociale, en remplacement de M. Demusois.

FRANCE D'OUTRE-MER

Mercredi 4 avril 1951. — *Présidence de M. Henri Lafleur, président.* — La commission a désigné comme membres de la sous-commission d'enquête sur les sociétés d'économie mixte ou similaires intéressant l'Union Française : MM. Doucouré, Franceschi, Lassalle-Séré et Liotard.

Elle a, d'autre part, décidé d'envoyer auprès du Ministre du Budget une délégation composée, outre son Président, de MM. Claireaux, Lassalle-Séré, Liotard et Romani, afin d'appeler son attention sur le problème posé par l'affectation d'un indice de correction convenable aux retraites perçues par les pensionnés d'Outre-Mer.

Elle a nommé M. Siaut rapporteur de trois projets de loi (nos 183, 184, 185, année 1951) étendant aux Territoires d'Outre-Mer, au Cameroun et au Togo plusieurs dispositions de droit pénal.

Enfin, après un échange de vues sur la question de l'enseignement outre-mer, auquel ont participé MM. Malonga, Siaut, Cozzano, Doucouré, Gustave, Franceschi, Marc Rucart et Ignacio-Pinto, la commission a désigné M. Malonga comme rapporteur de la proposition de résolution (n° 173, année 1951) dont il est l'auteur, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi rendant obligatoire l'enseignement primaire en A. O. F., en A. E. F., au Cameroun et au Togo.

MARINE ET PÊCHES

Mercredi 4 avril 1951. — *Présidence de M. Abel-Durand, président.* — La commission a désigné M. Denvers comme rapporteur de la proposition de loi (n° 189, année 1951) tendant à porter à 120.000 francs par an l'allocation spéciale pour tierce personne des grands mutilés pensionnés de la Caisse de prévoyance des inscrits maritimes.

M. de Gracia a ensuite évoqué les difficultés nées du désarmement de plusieurs chalutiers sur la côte Sud-Ouest et qui se tra-

duisent, notamment, par le chômage de nombreux pêcheurs dépourvus de ressources et auxquels il ne peut être accordé d'allocations.

La situation critique de la petite pêche a fait enfin l'objet d'un échange de vues auquel ont participé MM. Denvers, Jézéquel, Claireaux et Le Digabel.

PRODUCTION INDUSTRIELLE

Jeudi 5 avril 1951. — *Présidence de M. Delfortrie, président.*

— La commission a adopté le projet d'avis de M. Armengaud sur le projet de loi (n° 121, année 1951), adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant la pharmacie et la santé publique.

Elle a ensuite entendu un exposé de M. Vanrullen sur les travaux d'équipement des charbonnages de France.

Après avoir rappelé les grandes lignes du plan de modernisation établi dès 1946, le rapporteur en a décrit l'évolution et a souligné les répercussions entraînées par les réductions des crédits : résiliation de commandes, retard dans l'exécution des travaux neufs, abandon de certains projets.

Faisant siennes les conclusions du rapporteur, la commission a critiqué la méthode actuelle d'ouverture annuelle des crédits d'investissement et reconnu l'inconvénient de l'absence d'une loi de programme assortie par avance de tranches annuelles de crédits.

M. Longchambon a estimé que ces inconvénients étaient inhérents aux moyens mêmes de financement plus encore qu'aux méthodes.

La commission a en outre confirmé la position prise l'an dernier, lors de la discussion du budget des investissements, en ce qui concerne les activités annexes des entreprises nationales.

Enfin, le Président a fait une communication concernant la mission d'enquête effectuée dans l'exploitation minière de Ronchamp par une délégation de la commission.